



**PRÉFÈTE
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2026-04-DRCL-0149

Imposant à la société ORANO MINING de réaliser un plan d'actions pour la sécurisation des installations et un plan de gestion d'aléas susceptibles de générer des rejets d'eaux non-conformes dans le milieu naturel pour son site implanté sur les communes du Bosc et Soumont

La préfète de l'Hérault,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

VU les livres I et V du Code de l'environnement, notamment les articles L.511-1, L.181-13, L.181-14 et R.181-45 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-1-332 du 16 février 2004 relatif à l'arrêt définitif des travaux miniers et à l'utilisation d'installations classées délivré à la société Cogema ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-1-1111 du 16 mai 2005 relatif à l'arrêt définitif des travaux miniers et à l'utilisation d'installations minières délivré à la société Cogema ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-I-739 du 25 juin 2018 actualisant la liste des installations concernées par une rubrique ICPE et fixant le montant des garanties financières relatives aux articles R.516-1 et R.516-2 du Code de l'environnement délivré à la société Orano Mining ;

VU l'arrêté complémentaire n° 2024-04-DRCL-0167 du 23 avril 2024 modifiant les arrêtés préfectoraux n° 2004-1-332 du 16 février 2004 et n° 2005-1-1111 du 16 mai 2005 prescrivant à la société Orano Mining (ex COGEMA) la surveillance du site du Bosc et de son environnement et réglementant l'exploitation de son établissement ICPE du Bosc sur le territoire des communes de Le Bosc et de Soumont ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-12-DRCL-0621 du 24 décembre 2025 portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire à l'encontre de la société Orano Mining sur le territoire des communes de Le Bosc et de Soumont ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-12-DRCL-0624 du 30 décembre 2025 mettant en demeure la société Orano Mining de respecter les prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux superficielles pour ses installations sur les communes de Le Bosc et de Soumont ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2026.01.DS.0032 du 23 janvier 2026 portant prolongation et complément des prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire à l'encontre de la société ORANO MINING sur le territoire des communes du Bosc et de Soumont ;

VU la déclaration d'incident établie par la société Orano Mining en date du 13 janvier 2026 et les documents annexés ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées consécutif à la visite d'inspection du 14 janvier 2026 ;

VU le rapport d'incident relatifs aux débordements de décembre 2025 et janvier 2026 en date du 23 février 2026, établi par la société Orano Mining ;

VU le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant en date du 26 février 2026, afin qu'il puisse faire part de ses observations, et les éléments de réponse de la société Orano Mining en dates des 18 mars et 1^{er} avril 2026 ;

Considérant que les incidents de rejets d'eaux résiduaires non-traitées dans le milieu naturel, survenus à compter du 22 décembre 2025 et à compter du 23 janvier 2026 suite à des épisodes méditerranéens consécutifs et intenses, ont conduit à une dispersion de substances polluantes pouvant porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, notamment la santé humaine ;

Considérant que le déroulement de ces incidents a mis en lumière que les installations techniques et les dispositions organisationnelles du site ne permettent pas d'assurer en toutes circonstances une gestion efficace des eaux résiduaires, en particulier lors d'épisodes de pluies intenses ;

Considérant que les éléments du rapport d'incident établi par la société Orano Mining le 23 février 2026 nécessitent d'être détaillés en termes de jalonnement des attendus au regard des exigences fixées par l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2025 susvisé, notamment en ce qui concerne les mesures envisagées pour dimensionner les ouvrages et équipements de gestion des eaux en tenant compte du retour d'expérience de cet incident ainsi que de l'historique des incidents de ce type ;

Considérant les autres incidents survenus sur le site depuis 2010 ayant conduit à des rejets d'eaux non-traitées dans le milieu naturel, notamment les 4 juin 2014, 13 septembre 2015, 11 mars 2018 et 29 avril 2025 ;

Considérant en conséquence qu'il convient que la société Orano Mining étudie et définisse les mesures préventives techniques et organisationnelles à mettre en place pour assurer le bon fonctionnement des installations de collecte et de traitement des eaux résiduaires sur le site, et respecter ainsi en toutes circonstances l'interdiction de rejet d'eaux non-traitées dans le milieu naturel ou dans un réseau d'eaux usées urbaines, selon les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2024 ;

Considérant en particulier qu'il convient de ré-examiner le dimensionnement des installations au regard des épisodes de pluviométrie de décembre 2025, janvier et février 2026 et des perspectives d'évolution d'intensité et de fréquence des précipitations dans les années à venir liées au changement climatique ;

Considérant que compte tenu des risques et inconvénients présentés en cas de rejets d'eaux résiduaires dans le milieu naturel, eu égard à la présence d'uranium et d'arsenic dans ces eaux résiduaires, il y a lieu de demander une tierce expertise en application de l'article L.181-13 du Code de l'environnement, afin de procéder à l'analyse du dossier en ce qui concerne le dimensionnement des équipements de traitement et de stockage des eaux, et les hypothèses de pluviométrie retenues ;

Considérant qu'il convient également que la société Orano Mining anticipe par des procédures adaptées les actions à mener en cas d'aléas susceptibles de conduire à des déversements d'eaux non-traitées dans le milieu naturel, notamment pour la surveillance du milieu et l'alerte des autorités ;

Considérant qu'en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, il est nécessaire de prescrire la mise à jour de l'étude de l'impact des eaux résiduaires sur le milieu naturel et la santé afin d'actualiser les données qui ont conduit à fixer dans les arrêtés préfectoraux des 16 février 2004 et 16 mai 2005 les valeurs limites d'émission dans les eaux superficielles, notamment pour le paramètre Uranium, et afin de tenir compte des évolutions climatiques induites par le changement climatique ;

Considérant qu'en application des articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer à tout moment toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4, s'il apparaît que le respect de ces

dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – Objet et délais

La société Orano Mining dont le siège est situé 125, avenue de Paris à Châtillon (92320), est tenue d'établir un plan d'actions en vue de sécuriser le fonctionnement de ses installations de gestion et de traitement des eaux résiduaires, ainsi qu'un plan de gestion des aléas, pour son site implanté sur les communes de Le Bosc et de Soumont.

Ces éléments sont établis conformément aux dispositions du présent arrêté, et remis à l'inspection des installations classées dans les délais indiqués, à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Plan d'actions pour la sécurisation des installations

Le plan d'actions est basé sur les étapes et le calendrier ci-dessous de remise des rapports d'études (*les délais sont définis, sauf mention contraire, à compter de la notification du présent arrêté*) :

- un rapport d'analyse des pannes et des dysfonctionnements à intégrer dans un plan de maintenance, selon les dispositions de l'article 2.1 (délai : 3 mois) ;
- une étude de l'intensité potentielle des précipitations compte tenu des perspectives d'évolutions climatiques (délai : 2 mois). Cette étude est transmise à l'administration pour validation des hypothèses dimensionnantes ;
- un avant-projet détaillé des évolutions projetées (délai : 16 mois à partir de la date de la après validation des hypothèses dimensionnantes d'évolutions climatiques), selon les dispositions de l'article 2.2, incluant une planification de mise en œuvre de ces évolutions, et intégrant :
 - une étude hydraulique du site ;
 - une étude d'adaptation du traitement des eaux résiduaires ;
 - une étude d'adaptation des infrastructures ;
 - une actualisation de l'étude de l'impact des rejets d'eaux résiduaires sur leur environnement, et en particulier sur la santé, des évolutions projetées ;
- une tierce-expertise du volet hydraulique et du dimensionnement des bassins (délai : 6 mois à partir de la date de validation par l'administration du tiers-expert) selon les dispositions de l'article 2.3 ;
- un porter à connaissance des évolutions projetées, déposé en application de l'article R.181-46.II du Code de l'environnement, incluant les études précitées et révisées en intégrant les conclusions de la tierce expertise (délai : 4 mois à partir de la date de validation des conclusions de la tierce-expertise).

Article 2.1 : Rapport d'analyse des pannes et des dysfonctionnements / plan de maintenance

L'exploitant remet un rapport d'analyse approfondie des pannes et des dysfonctionnements survenus lors des incidents de décembre 2025 et de janvier 2026, portant à la fois sur les équipements de dosage, les systèmes mécaniques et les paramètres d'exploitation.

Les enseignements issus de cette analyse sont intégrés dans un plan de maintenance préventive révisé, visant à renforcer la robustesse des installations, à anticiper les modes de défaillance en situation de sollicitation exceptionnelle, à disposer de matériel de rechange et à améliorer la fiabilité globale du procédé de traitement.

Il intègre par ailleurs les contraintes liées à approvisionnement en réactifs chimiques nécessaires à la station de traitement.

Article 2.2 : Avant-projet détaillé des évolutions projetées

L'avant-projet détaillé prescrit à l'article 2, porte sur les modifications que l'exploitant propose d'apporter à ses installations, sur les modalités de mise en œuvre opérationnelle ainsi que sur les délais correspondants.

Il comporte en particulier une étude des installations visant à déterminer les adaptations nécessaires à apporter afin d'assurer en toutes circonstances les bonnes conditions de gestion des eaux et le respect des valeurs réglementaires de rejet dans le milieu naturel.

Sont notamment pris en considération les éléments suivants :

- l'adaptation du local d'alimentation électrique,
- le renforcement de l'instrumentation et du pilotage des installations,
- la faisabilité de l'augmentation des capacités de pompage,
- la faisabilité de l'augmentation des capacités de rétention (bassins),
- la faisabilité de modification du procédé de traitement,
- la faisabilité d'augmentation des débits de rejet.

L'étude tient compte des dysfonctionnements ayant conduits à l'incident de décembre 2025 et janvier 2026 ainsi que de l'historique des autres incidents survenus sur le site ou d'autres sites de la société depuis 2010.

Elle tient compte de façon sécuritaire, pour la détermination du volume nécessaire des bassins en amont de la station de traitement, de l'intensité potentielle des précipitations compte tenu des perspectives d'évolutions climatiques. Le choix des hypothèses retenues est détaillé et argumenté.

Elle intègre une actualisation de l'étude de l'impact des rejets d'eaux résiduelles sur son environnement, et en particulier sur la santé.

Article 2.3 : Tierce expertise du volet hydraulique et du dimensionnement des bassins

Le volet hydraulique de l'étude, portant sur le dimensionnement des bassins en amont de la station de traitement, et des hypothèses retenues en termes d'intensité et fréquence des précipitations, fait l'objet d'une expertise technique, par un organisme extérieur choisi en accord avec l'administration par le pétitionnaire et aux frais de celui-ci.

La société Orano Mining propose l'organisme extérieur chargé de cette tierce-expertise, et le cahier des charges de celle-ci, au plus tard à la date de remise du dossier d'avant projet détaillé.

ARTICLE 3 – Plan de gestion d'aléas susceptibles de générer des rejets d'eaux non-conformes dans le milieu naturel

L'exploitant détermine les aléas et les scénarios de rejets d'eaux non-conformes dans le milieu naturel, et établit un plan de gestion de ces incidents.

Celui-ci détaille les actions à mettre en œuvre sur le site, ainsi que celles à engager vis-à-vis des effets extérieurs à l'établissement, notamment pour :

- la surveillance des aléas ;
- la pré-alerte, le pilotage renforcé des installations et les actions techniques à mettre en œuvre en amont de potentiels rejets d'eaux non-conformes dans le milieu naturel ;
- l'alerte des autorités et des services compétents, entre autres l'ARS quant aux usages de l'eau, à partir de seuils à déterminer ;
- la mise à disposition de personnel compétent par nature d'actions, y compris lors des périodes de fermeture du site ;
- le pilotage renforcé des installations en cas de rejets d'eaux non-conformes dans le milieu naturel ainsi que la surveillance de la qualité des rejets ;
- la surveillance renforcée du milieu naturel.

Ce plan de gestion d'incidents fait l'objet de consignes opérationnelles. L'exploitant définit dans une procédure, les modalités destinées à assurer l'information et la formation du personnel à l'application de ces consignes en toutes circonstances.

Le délai de remise du plan de gestion des incidents est fixé à 3 mois à compte de la notification du présent arrêté.

Le document est remis à jour en tant que de besoin, pour tenir compte des évolutions du site.

ARTICLE 4 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.171-8.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de l'Hérault ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6 : Exécution

Le présent arrêté est notifié à la société Orano Mining et publié au recueil des actes administratifs du département.


Une copie sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Hérault ,
- Messieurs les Maires des communes de Le Bosc et Soumont ;
- Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 AVR. 2026

La préfète,

Pour la préfète et par délégation,
la secrétaire générale



Véronique MARTIN SAINT LEON

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.